



Volet B

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe



19086664

de

DEPOSÉ AU GREFFE LE

20 JUN 2019

TRIBUNAL DE L'ENTREPRISE
DU HAINAUT DIVISION JOURNAI

N° d'entreprise : 0728.668.453.

Dénomination

(en entier) : IPBO

(en abrégé) :

Forme juridique : SOCIETE EN NOM COLLECTIF

Adresse complète du siège : Passage saint paul n°16 7700 Mouscron

Objet de l'acte : Constitution

D'un acte sous sein privé du 3 mai deux mille dix-Neuf, résulte qu'il a été constitué une société commerciale sous la forme d'une société coopérative à responsabilité illimitée.

Article 1 : RAISON SOCIALE

Il est constitué une société en nom collectif sous la raison sociale " IPBO ". Dans toutes les factures, tous les actes, annonces, publications et autres pièces émanant de la société, cette raison sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement et de la façon lisible des mots " société en nom collectif " ou des initiales " SNC "

Les associés sont actuellement :

Monsieur IMBROGNO Piero, domicilié à 87036 RENDE, rue Londra, 37

Monsieur BENVENUTO Orlando, domicilié à 87040 MARANO, rue bisciglietto, 35A

Article 2 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est établi en région wallonne Passage saint paul 16 à 7700 MOUSCRON. La société peut établir, par simple décision de l'organe de gestion, des sièges administratifs, sièges d'exploitation, succursales, dépôts, magasins de détails, représentations ou agences en tout endroit en ou à l'étranger. Le siège social pourra être transféré en tout autre endroit de la région de langue française de ou de la région de Bruxelles-Capitale par simple décision de l'administrateur, qui a tous pouvoirs pour faire constater authentiquement la modification des statuts qui en résulte.

Articles 3 . OBJET SOCIAL

La société a pour objet de traiter pour son propre compte et le compte d'autrui ou en qualité de commissionnaire, de courtiers, toutes opérations de nature à intensifier l'activité économique des pays d'Europe et leur relation économique entre eux et avec les territoires d'Outre-Mer ou les pays d'autres continents, en ce compris la recherche des débouchés ou de sources d'approvisionnement, de brevets, licences ou autres droits intellectuels.

L'exploitation de toutes activités relatives à la création et au développement de la valorisation de déchet ménager et industriel et de toutes opérations de recherche et de développement de brevet et d'étude technique, ainsi que toutes activités en rapport direct et indirect avec la valorisation des déchets. L'énumération qui précède n'est pas limitative et tout système de modification ou de transformation de produit a but écologique. Elle peut être, tant en Belgique

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 01/07/2019 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B : Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers
Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

qu'à l'étranger, faire toutes opérations commerciale, industrielles, immobilières ou financières, ainsi que toutes activités corporelles, incorporelles ou intellectuelles se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en favoriser le développement de son entreprise à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

Articles 4 : DUREE

La société est constituée à partir de ce jour; elle est constituée pour une durée illimitée. Elle ne pourra être dissoute que par décision de l'assemblée Générale, délibérant dans les conditions prescrites par la loi.

Articles 5 : CAPITAL SOCIAL

Le capital est fixé à un euros. Il est divisé en cent parts sociales sans désignation de valeur nominale donnant chacune droit à une part égale dans le capital.

Monsieur IMBROGNO Piero, à concurrence de 50 parts.

Monsieur BENVENUTO Orlando, à concurrence de 50 parts.

Article 7 : MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par simple décision de l'Assemblée Générale des Associés, statuant dans les conditions fixées par la loi.

Articles 8 : ADMINISTRATION - POUVOIRS

- A) Désignation, rémunération : Monsieur IMBROGNO Piero est désigné administrateur non statuaire de la société. Ce sera fixé à titre gratuit. Seul IMBROGNO Piero a la signature sociale et peut accomplir tous les actes d'administrations et de disposition dans le cadre de l'objet social, y compris les actes financiers.
- B) Vacances : Le décès ou la démission de l'administrateur ou de l'un d'eux, leur déconfiture, faillite ou interdiction, n'entraîne pas la dissolution de la société, même s'ils sont associés. La survenance d'un de ces événements met fin immédiatement et de plein droit à la fonction d'administrateur.
- C) Pouvoir: Conformément à la loi, et sauf organisation par l'Assemblée d'un collège de gestion; seul Mr IMBROGNO Piero a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société, à l'exception de ceux que le code réserve à l'assemblée Générale. Chaque administrateur représente la société tant à l'égard des tiers qu'en justice, en demandant ou en défendant; ainsi que devant tout officier public ou ministériel, pour tous actes authentiques ou privés. Seul Mr IMBROGNO Piero peut, notamment mais non exclusivement, faire tous achats et ventes de marchandises; conclure et exercer tous marchés; dresser tous comptes et factures; souscrire tous billets, chèques et lettres de change, les accepter, endosser et escompter, ouvrir tous comptes en banque ou à l'office des chèques postaux; y faire tous versements, virement, retraits, dépôts, de sommes, titres, valeurs, lettres ou plis recommandés; effectuer toutes opérations à la poste; y retirer tous colis ou plis recommandés; donner toutes quittances et décharges; signer tous tous actes notariés; renoncer à tous droits d'hypothèques ou de privilèges et actions résolutoires, consentir la main levée ou la radiation de toute inscription, avec ou sans paiement; exercer toutes poursuites; rester en justice; transiger et compromettre; faire exécuter toute décision judiciaire; intervenir en toute faillite et liquidation. L'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer partie de ses pouvoirs de gestion journalière à toutes personnes qu'elle jugera convenir. Dans tous les actes engageant la responsabilité de la société, la signature de l'administrateur ou de tout autre agent doit être précédée ou suivie immédiatement de l'indication de la qualité en vertu de laquelle il agit.

Articles 9 : ASSEMBLEES GENERALES

L'assemblée générale ordinaire se réunit le deuxième vendredi du mois de décembre à 19h et pour la première fois en 2019.

Article 10: INVENTAIRES ET COMPTES ANNUELS

L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année-sauf ce qui sera stipulé in fine des présentes concernant le premier exercice social. Le trente et un décembre de chaque année, l'administrateur établira les comptes annuels, conformément aux dispositions légales en vigueur. Les comptes annuels statue sur l'adoption des comptes annuels et se prononce par un vote spécial sur la décharge à donner à l'administration, et éventuellement au commissaire. Le premier exercice social se terminera le trente et un décembre 2019.

Article 11: BENEFICE; RESERVES; DIVIDENDES.

Sur ce bénéfice, tel qu'il ressort de la comptabilité, il est prélevé:

-Cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteindra le dixième du capital social; il redevient obligatoire si, pour une cause quelconque, la réserve légale vient à être entamée; -le solde restant est à la disposition de l'assemblée générale, qui peut décider de son affectation, à la majorité ordinaire des voix.

Le paiement de dividendes se fait annuellement aux époques et aux endroits indiqués par l'administrateur, en une ou plusieurs fois. Tout dividende non touché est prescrit au profit de la société, cinq ans après la date de sa mise en paiement.

Article 12 : DISSOLUTION

La société n'est pas dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un associé. Si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, l'assemblée générale doit être réunie dans un délai de deux mois maximum à compter du moment où la perte a été constatée, ou aurait dû l'être en vertu des obligations légales ou statutaires, pour délibérer, le cas échéant, dans les formes prescrites pour la modification des statuts, de la dissolution de la société, et éventuellement, d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour. Si la perte atteint les trois-quarts du capital, la dissolution peut être prononcée par les associés possédant le quart des parts. A défaut de convocation, conformément aux dispositions légales, le dommage subi par les tiers, est, sauf preuve contraire, présumé résulter de cette absence de convocation.

Article 13 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des statuts et de leurs suites, tout associé, obligataire, administrateur, agent, commissaire, directeur, liquidateur, fait élection de domicile au siège social, ou toutes communications, sommations, assignations et significations peuvent être valablement faites.

Article 14: COMPETENCE JUDICIAIRES.

Pour tous litiges entre la société, ses associés, obligataires, administrateur, agent, commissaires, directeurs, liquidateurs, et relatifs aux affaires sociales et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 15 : DROIT COMMUN

Les parties entendent se conformer entièrement à la Loi. En conséquence, les dispositions de ladite Loi auxquelles il ne serait pas licitement ou expressément dérogé dans les présentes, sont réputées inscrites dans les présents statuts, et les clauses contraires aux dispositions impératives de ladite Loi sont censées non écrites.



PERSONALITE JURIDIQUE-DEBUT DES ACTIVITES

Le début des activités de la société est fixé à son immatriculation au Registre du Commerce. Tous les engagements, ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises, antérieurement aux présentes, au nom et pour compte de la société en formation sont repris par la société présentement constituée. Cependant, cette reprise n'aura d'effet qu'au moment où la société aura la personnalité morale. Conformément à la loi, la société jouira de la personnalité morale à partir du dépôt de l'extrait des statuts au Greffe du Tribunal de Commerce.

Les comparants déclarent par les présentes autoriser l'administration, à souscrire, pour le compte de la présente société, les actes et engagements nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, au plus tard jusqu'au jour de l'acquisition de la personnalité juridique

IMBROGNO Piero

BENEVENUTO Orlando.

Le 2 Mai 2019